



## Une paix globale ou une extension de la guerre

Par [William A.M. Buckler](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2007

The Privateer 24 avril 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Il existe – au bénéfice du monde entier – la perspective d'une paix globale et historique au Moyen-Orient entre Israël et les 22 nations membres de la Ligue arabe.

La prompt venue des Arabes à la table de négociations

Lors d'une rencontre de deux jours, le 8 février, le Hamas et le Fatah sont convenus, à la Mecque, d'installer un gouvernement palestinien unique, afin de pouvoir engager des négociations entre Israël et les Palestiniens. Israël refusa cette offre.

Puis vint la conférence de Bagdad [...]. Il n'y eut pas de suite entre les principaux participants (y compris les Etats-Unis), du fait qu'on ne put s'entendre sur une date et un lieu pour la conférence. Mais, le 28 mars, l'Arabie saoudite prit l'initiative sur le plan diplomatique en convoquant le *dix-neuvième sommet de la Ligue arabe* à Riad.

Les Arabes offrent à Israël une paix globale

À la fin de cette importante conférence des chefs d'Etats arabes, l'initiative de paix arabe, qui avait été engagée pour la première fois en 2002 lors du sommet de Beirut, fut remise sur le métier. À Riad, les Arabes convinrent, tous ensemble, de reconnaître Israël après que ce pays se soit retiré de toutes les régions arabes (y compris Jérusalem) conquises pendant la guerre de 1967 et qu'une «solution équitable» au problème des réfugiés palestiniens ait été trouvée. Il faut souligner qu'il n'y avait pas de diplomate américain présent au sommet de Riad.

Le président palestinien *Mahmoud Abbas* a tendu à Israël la «main de la paix». Tous les 22 Etats arabes ont accepté le plan comme une possibilité de pouvoir normaliser les relations avec Israël et de terminer ainsi le conflit du Moyen-Orient. Dans une première réaction, le premier ministre israélien intitula ce plan de paix arabe de «révolutionnaire».

Information subsidiaire

Le roi *Abdullah* d'Arabie saoudite déclara, lors de la réunion de la Ligue arabe à Riad le 28 mars, que l'occupation américaine de l'Irak était illégale et avertit que, dans la mesure où les pays arabes n'arriveraient pas à aplanir leurs divergences de vues, ce seraient des puissances étrangères, tels que les Etats-Unis qui continueraient à dicter leurs volontés. Le roi Abdullah mit les choses au point, en refusant l'invitation du président *Bush* à un repas officiel prévu en son honneur le 17 avril. La Maison blanche s'adressa à l'opinion publique pour rejeter l'affirmation du roi saoudien que les troupes US en Irak étaient «une armée

*d'occupation étrangère illégitime».*

«*Si Israël rejette (les propositions de paix arabes), c'est que ce pays ne veut pas la paix*», exprima le Prince *Saud-al-Faisal*, ministre saoudien des affaires étrangères. «*Le conflit sera repris en mains par les va-t-en guerre.*»

Les paroles royales sans équivoque de Riad

Le 28 mars, le roi saoudien Abdullah dénonça dans son discours d'ouverture du sommet de la Ligue arabe à Riad «*l'occupation étrangère illégitime*» de l'Irak. Nous le citons: «*En Irak, ce pays que nous aimons, le sang de nos frères est versé dans des combats fratricides dus à un sectarisme dévastateur qui risque d'aboutir dans une guerre civile.*» Le roi Abdullah en appela à la cessation du blocus international contre les Palestiniens. Après un tel discours, il ne fut plus nécessaire d'apparaître à un dîner officiel aux Etats-Unis, offert pour le 17 avril par le président Bush. Les 22 chefs d'Etats, qui s'étaient réunis en Arabie saoudite, saluèrent à l'unisson l'initiative de paix saoudienne.

Nouveaux signaux par rapport à ceux de 2002

Le choix des mots se distingua du vocabulaire utilisé en 2002. Alors, la Ligue avait exigé un retour de tous les Palestiniens qui, depuis 1948, avaient été chassés de chez eux ou avaient dû fuir; dans le nouveau vocabulaire il s'agit d'une «*solution équitable*», ce qui ouvre la porte à un quelconque dédommagement des Palestiniens. Formulée ainsi, cette proposition évite à Israël la perspective d'un retour en Israël de plusieurs millions de Palestiniens réfugiés. En effet, un tel retour amènerait une majorité musulmane, en comptant les Israéliens arabes et musulmans qui y vivent déjà. Les premières élections qui suivraient ce retour amèneraient une majorité arabe dans le gouvernement, au poste de président et de chef de gouvernement du pays, et les Israéliens seraient en minorité. Il va de soi qu'Israël n'acceptera jamais un tel fait.

Les principes du plan de paix

Le plan de paix arabe offre à Israël la reconnaissance pleine et entière et une paix durable avec tous les pays arabes. En revanche, Israël se retirerait des régions occupées depuis la guerre des six jours en 1967. Le plan demande aussi la formation d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale. Cela va à l'encontre de la volonté d'Israël d'établir sa propre capitale dans cette ville. La seule solution historiquement possible – en se rapportant à des précédents – serait que Jérusalem obtienne le statut d'Etat, sur le modèle du Vatican, après que ce dernier eut perdu ses territoires environnants. Jérusalem pourrait ainsi devenir une «*ville sainte*» et *toutes* les religions pourraient la considérer comme leur lieu sacré.

Le retrait israélien derrière ses frontières de 1967, concerne deux régions actuellement occupées. Il s'agit du plateaus du Golan, en frontière avec la Syrie et des territoires autrefois syriens, ainsi que la Cisjordanie, envahies par les «*nouvelles*» colonies israéliennes. Il faut avoir à l'esprit qu'Israël avait vécu jusqu'en 1956 dans ses frontières de 1948 – certes de façon pas très confortable – jusqu'à sa participation avec les Britanniques et les Français à l'agression contre l'Egypte. La guerre des six jours modifia le tout profondément, Israël élargissant ses frontières par la force militaire. Il faut aussi savoir que les pays arabes n'exigent pas, et n'ont jamais exigé, qu'Israël retourne dans ses frontières de 1948. Ils ont accepté les frontières d'avant 1967 et attendent ce retour. La Syrie poursuit le but de retrouver tout son territoire primitif, pour des raisons stratégiques et politiques, ce

qui implique la restitution du plateau du Golan. Mais pour Israël, ce dernier représente une ligne de défense contre la Syrie. La seule solution possible réside dans le renoncement des deux pays à faire du Golan un territoire militaire.

La grande question est la Cisjordanie, dont la solution demandera des années de rudes négociations. Cependant, s'il y a véritablement volonté de paix, Israël devra céder du terrain et renoncer à son rêve du «grand Israël», tel qu'il exista dans les temps anciens. Ce sera douloureux pour le pays, puisque cela signifie l'abandon de régions ayant une grande tradition et marquées par des noms bibliques qui deviendront et resteront pour toujours des pays arabes et musulmans.

Du point de vue historique, on peut comparer cette situation avec celle de l'Allemagne et de la France. Ces deux pays menèrent de nombreuses guerres à cause des territoires contestés de l'Alsace et de la Lorraine. Aujourd'hui, on n'en parle plus.

### Premières réactions israéliennes

Le premier ministre *Olmert* a, en un premier temps, salué l'accord de Riad comme un possible renouveau: *«C'est une vraie possibilité pour Israël de signer, au délai de cinq ans, un accord de paix global avec ses ennemis»*. A la question s'il entendait *«l'ensemble du monde arabe»* il répondit par l'affirmative, puis il invita les chefs d'Etats arabes à un dialogue lors d'une conférence de paix à Jérusalem. Les chefs d'Etats arabes se virent toutefois dans l'obligation de refuser. En effet, s'ils apparaissaient à Jérusalem, cela équivaldrait à une reconnaissance de facto de cette ville comme territoire israélien, sans aucune contrepartie de la part d'Israël.

Du coup, le premier ministre Olmert changea de cap et déclara: *«Si le roi saoudien engage une rencontre entre Etats arabes modérés et m'invite, en même temps que le chef de l'Administration autonome palestinienne, c'est avec plaisir que je viendrai pour les entendre et nous faire entendre nous-mêmes.»*

Seuls deux Etats arabes - l'Egypte et la Jordanie - entretiennent des relations diplomatiques avec Israël, après la signature des accords de paix de 1979 et 1994. Ce nouveau pas des pays arabes en vue d'une normalisation diplomatique d'envergure inclut la Syrie. Une scène historique est mise en place et attend l'arrivée des diplomates. Mais, les Etats-Unis n'en faisons pas partie!

Ce qu'Israël - ainsi que tous les pays arabes - savent déjà

Israël sait que l'entreprise militaire du président Bush a échoué. Cela signifie qu'Israël a dès lors le temps, jusqu'à la fin du mandat du président Bush (pour autant qu'il ne soit démis de ses fonctions) de négocier une forme quelconque de paix avec ses voisins arabes. Le prochain président des Etats-Unis se retirera de l'Irak et laissera les pays chiites de l'Irak et de l'Iran comme réelle menace militaire pour Israël. Seuls les Etats arabes comme l'Arabie saoudite, la Syrie et la Jordanie peuvent jouer le rôle de garde-fous contre l'Iran. Ce qui implique qu'Israël doit conclure une paix politique avec ces Etats. Si ce n'est pas le cas, alors le pays se trouvera plus que jamais, depuis sa naissance en 1948, isolé. Une alternative se présentera alors dans une guerre déclenchée contre la Syrie et le Liban, qu'il lui faudra gagner. Mais, même dans ce cas, cela ne lui accorderait qu'un répit de 5 à 10 ans.

Le «problème», c'est que l'Arabie saoudite et les autres vingt et un pays arabes - grands et

petits – le savent aussi!

Le problème d'une stratégie sur deux axes des nations arabes sunnites

Les nations arabes sunnites ont de réelles difficultés avec l'Iran. La première consiste dans le fait que l'Iran est chiite. La seconde vient du fait que les Iraniens sont pour l'essentiel des Perses et non pas des Arabes. Dans leur affrontement avec l'Iran perse chiite, les nations arabes sunnites doivent s'exposer à leur propre point faible politique et stratégique actuel. Il s'agit d'Israël. Seule une paix globale entre les pays arabes sunnites et Israël pourra donner une idée des moyens militaires possibles pour tenir tête à l'Iran.

Les nations arabes sunnites savent très bien que l'aventure militaire du président Bush a mal tourné en Irak. Mais ils savent aussi que l'armée américaine officie comme un frein face à l'Iran, tant qu'elle sera en Irak.

La mise en garde saoudienne envers l'Iran

Le roi Abdullah d'Arabie saoudite a averti le président iranien *Mahmud Ahmadinejad*, lors d'une rencontre à Riad le 4 mars, qu'il ne fallait pas prendre à la légère la menace militaire américaine. Dans une interview parue sur le site Internet de *Newsweek* le 30 mars, le ministre des affaires étrangères saoudien *Saud Al-Faisal* s'exprima ainsi: «En ce qui concerne la dispute à propos de la question nucléaire nous avons averti le président iranien de ne pas jouer avec le feu. Qu'il ne devait pas s'imaginer que la menace américaine n'était pas réelle, mais bien à portée de main.» Une attaque américaine contre l'Iran résoudrait les problèmes tant d'Israël que des pays arabes sunnites; toutefois, c'est les Etats-Unis qui en paieraient le prix fort, en cela qu'ils seraient floués.

Le spectre d'une guerre élargie

Le mardi 3 avril, le chef du quartier général russe, *Juri Balujewski*, avertit les Américains qu'une guerre contre l'Iran «ne pouvait en tout cas pas être gagnée». La répercussion de cette attaque se ferait sentir dans le monde entier, les Etats-Unis ne pouvant pas, de surcroît, vaincre l'Iran. [...] *RIA Novosti* exprime le souci de la Russie quant à une possible agression contre l'Iran, dont elle partage une frontière. Elle s'est efforcée de trouver une solution diplomatique sur le problème iranien.

De son côté, *Andrej Denisow*, ministre adjoint de la défense, estime que: «Toute activité militaire auprès de nos frontières est inadmissible. Nous nous y opposons fermement et entreprenons tout ce qui est possible pour empêcher un tel acte.»

Information de dernière heure venue de Russie

Selon une source de haut vol des forces de sécurité bien informée, les services secrets russes auraient attiré l'attention sur des mouvements de troupes américaines près de la frontière iranienne. Selon un des fonctionnaires «d'après les dernières informations militaires des services secrets, il y aurait des préparatifs accentués des militaires américains, tant en ce qui concerne une attaque aérienne qu'au sol en Iran.» Toujours selon ce fonctionnaire, le Pentagone n'aurait pas encore pris de décision définitive quant au moment du déclenchement de cette offensive. Il ajouta que le Pentagone cherchait les moyens de lancer une attaque contre l'Iran qui «permettrait de mettre ce pays à genoux à moindre frais.» Les Russes sont très inquiets quant à ces velléités de guerre.

## Information de dernière heure venue de Bulgarie

Selon une information officielle venue de Sofia, le président Bush préparerait une agression contre les installations nucléaires de l'Iran qui aura lieu avant la fin d'avril, les bases aériennes américaines en Bulgarie et en Roumanie devant servir de soutien. L'agence d'information bulgare rapporte ce qui suit: «*L'armée américaine pourrait utiliser ses deux bases aériennes militaires en Bulgarie et une en Roumanie, au bord de la mer noire pour engager une attaque contre l'Iran en avril.*» Les avertissements envers les Etats-Unis, venus du monde entier, pourraient remplir des pages.

## La Russie envoie un message au sommet arabe à Riad

Le président russe, *Vladimir Putin*, a exigé une limitation précise dans le temps de la présence de «troupes étrangères» en Irak, ceci pour empêcher une guerre civile. Dans une prise de position envers le sommet de la Ligue arabe à Riad, il estima qu'il fallait des entretiens avec les chefs politiques et religieux, mais aussi «*une limitation clairement exprimée de la présence des forces armées étrangères dans le pays.*» Il va de soi que l'expression «armée étrangère» vise les Etats-Unis.

## L'Union européenne fut présente au sommet de Riad

Le représentant de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité, *Javier Solana*, insista auprès des pays arabes pour qu'ils se montrent ouverts à l'offre de paix envers Israël. Il avertit que le Proche-Orient serait fragilisé en l'absence de solution au conflit. Il exigea un retrait israélien derrière les frontières de 1967, de toute façon une exigence fondamentale du plan de paix arabe, remis en honneur lors de ce sommet. La présence de Solana devait souligner l'appui de l'Union européenne au plan de paix saoudien.

## Un jugement global sur la position des Etats-Unis

Depuis la conférence de Bagdad, il y a un mois, le gouvernement Bush est totalement isolé sur le plan international. Il apparaît de plus que, depuis le sommet de la Ligue arabe à Riad et les conséquences qui en découlent, le monde entier s'efforce d'empêcher une agression militaire contre l'Iran. Du point de vue diplomatique, la situation est véritablement catastrophique. Du point de vue géopolitique, le gouvernement Bush s'enfoncé dans un désastre. Il n'y a plus aucune raison que les Américains se maintiennent au Proche-Orient. Pour le reste du monde, c'est une cause perdue.

## En refusant de prendre acte des faits, on précipite la défaite

Le sénateur *Chuck Hagel* [un républicain du Nebraska], affichant depuis longtemps ses critiques envers Bush, a publié ses vues sur la guerre en Irak: «*Nous ruinons dans ses fondements notre garde nationale. Nous détruisons notre armée. Nous liquidons notre marine.*» Ceci dans une interview à *George Stephanopoulos* de la chaîne ABC. «Nous ne pouvons maintenir cet état de choses. Pour ma part, je n'accepte pas le statu quo». C'est l'aveu de la défaite américaine.

## La plus ancienne loi de stratégie militaire

Il existe une loi fondamentale et stricte qui doit nous venir des temps anciens. Selon elle, lorsqu'on se trouve face à une défaite, il faut se retirer, afin de conserver ses forces quelque

soit son état. Si les généraux ou les politiciens ferment les yeux pour ne pas voir la défaite arriver, alors les forces armées sont entraînées dans de nouveaux combats jusqu'à la défaite finale.

#### Une Maison blanche, aveugle face à la situation militaire

La grande question est de savoir si la Maison blanche en est consciente. Si ce n'est pas le cas, l'armée américaine pourra être entraînée dans de nouveaux conflits, à savoir contre l'Iran. Ce serait alors la défaite finale. Si ce conflit devait éclater dans les semaines à venir, il s'agirait alors d'une attaque aérienne massive à partir de bases militaires et de porte-avions, complétée par un bombardement avec des missiles de croisière. Et puis? Si l'Iran se contente d'attendre, tout en colmatant les brèches, les Etats-Unis seront bien obligés d'envoyer des troupes. Dans ce cas, ils se trouveront confrontés aux réalités décrites par le sénateur *Hagel*.

Voilà la réalité militaire – claire et nette. L'armée américaine n'est pas en état de supporter ce scénario. Elle n'en est tout simplement pas capable.

#### Une vue d'ensemble de la stratégie américaine

L'aviation et la marine sont les deux seuls atouts dont les Etats-Unis disposent. En cas de guerre avec l'Iran, ils ne suffiront toutefois pas. Les Etats-Unis se trouveront donc sans réserves stratégiques – indépendamment de leurs véritables objectifs militaires.

On peut se demander si la Maison blanche en a conscience. Si ce n'est pas le cas, alors ce sera le gaspillage des dernières forces stratégiques américaines.

#### Un jugement stratégique de l'Al-Qaida

Il y a quelques mois il fut rapporté que le bras droit d'*Usama bin Ladin*, son chef stratégique avait donné sa version de la situation militaire stratégique des Etats-Unis: Ce fut un modèle de simplicité, cité comme suit: «*Si les Américains restent en Irak, ce sera pour eux une saignée; s'ils quittent l'Irak, ils auront tout perdu.*» À noter qu'il n'avait pas pris en compte une agression contre l'Iran.

#### S'imaginer l'inimaginable

Depuis de nombreux mois on spéculé dans les cercles militaires – mais aussi ailleurs – que la Maison blanche emploierait des *armes nucléaires tactiques* dans différents endroits de l'Iran, en cas d'agression. Selon les informations qui filtrent, il semble que les militaires américains, du haut commandement jusqu'à la troupe, se rebiffent à cette pensée. Mais en cas d'affrontement, il est certain que les militaires obéiront. Si ce scénario se réalise et si les Etats-Unis se servent d'armes nucléaires légères ou tactiques, une inimaginable catastrophe globale en serait la conséquence. Le seuil d'emploi des armes nucléaires serait abaissé à un seuil tactique. Si cela se réalise, si les Etats-Unis emploient leurs armes nucléaires, cela ferait des Etats-Unis le paria du monde.

Version française et traduction: [Horizons et débats](#), 23 avril 2007, No. 15.

---

Articles Par : [William A.M. Buckler](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)